

# LES EAUX DE PLUIE, DES SOLUTIONS ALTERNATIVES POUR SORTIR DES INONDATIONS

LA GESTION DES EAUX PLUVIALES, REGARD CROISÉ ENTRE POITIERS ET MOUNDOU



La gestion de l'eau est une problématique qui se pose différemment dans les territoires. Selon les endroits, la difficulté est de s'approvisionner en eau potable, quand, dans d'autres, il peut s'agir de se protéger contre les inondations. La nécessité de savoir gérer correctement l'eau de pluie est une réalité commune à la quasi-totalité des zones habitées de la planète car c'est un préalable pour permettre de bonnes conditions sanitaires.

A ce sujet, les agglomérations de Poitiers, et dans sa ville de jumelage, Moundou (Tchad), bien que de tailles comparables, font face à des contextes très différents.

Ainsi, le climat de Poitiers est tempéré avec des pluies réparties sur toute l'année tandis qu'à Moundou, le climat tropical concentre les précipitations sur seulement 6 mois. Autre différence, Poitiers se caractérise par un relief marqué peu inondable alors que Moundou est essentiellement plate et 47% de sa surface urbanisée est inondé une partie de l'année. Enfin, ce qui est fondamental, les moyens financiers et humains des collectivités sont incomparables : le budget annuel de Moundou s'élève à moins de 1 millions d'euros contre 400 pour le Grand Poitiers.

Dans ces conditions, les solutions techniques en place pour gérer l'eau de pluies sont très différentes. Poitiers dispose d'un réseau étendue de conduite enterrées et développent des infrastructures alternatives pour permettre une meilleure infiltration dans les espaces où c'est possible alors qu'à Moundou, l'évacuation se fait par des canaux qui longent les principales artères de la ville pour rendre l'eau au fleuve Logone. Les deux collectivités doivent cependant remplir une même mission : entretenir régulièrement les ouvrages pour que l'eau s'écoule ou s'infilte correctement. Cela s'avère un défi de taille à Moundou car, en l'absence de service de collecte des déchets, ces derniers s'accumulent ce qui réduit le fonctionnement des drains et polluent l'eau de la rivière et du lac qui bordent la ville.

Grand Poitiers et l'ONG Initiative Développement sont actifs depuis plus de 10 ans pour améliorer les questions d'accès à l'eau et à l'assainissement dans la région de Moundou. Les projets en cours visent notamment à mettre en place un service de curage des caniveaux et de collecte des déchets dans la ville d'ici fin 2019 qui améliorera sensiblement les conditions de vie des habitants.



## FAIRE UN DON À ID C'EST NOUS AIDER À IMPULSER LEUR AUTONOMIE

Si, comme nous, vous pensez qu'il est possible de travailler à ce que chacune et chacun puisse avoir accès à l'eau et à l'assainissement, alors aidez-nous à financer toujours plus de projets en faisant un don à ID.



FAITES UN DON [id-ong.org](http://id-ong.org)

## A SAVOIR :

Chaque abonné du service d'eau et d'assainissement du Grand Poitiers est un acteur de ce développement. En effet, en payant sa facture, il contribue à alimenter un fonds de solidarité dédié à la réalisation de ce type de projet au Tchad et dans d'autres pays en développement.



Crédit : Chapatte dans Le Temps, Suisse

## RÉPONSES AU QUIZZ

Question 1 > Réponse C

1 école sur 3

Source : UNICEF, Advancing WASH in Schools Monitoring, 2015

Question 2 > Réponse B :

950 millions de personnes, soit 13% de la population

Source UNICEF 2015

Question 3 > Réponse C :

La moitié, environ 4 Milliards de personnes utilisent des décharges illégales ou non réglementées, qui accueillent plus de 40 % des détritres produits dans le monde

Source Nations Unies 2016



**Initiative Développement**  
Association de Solidarité Internationale  
29 Rue Ladmiraault  
86000 Poitiers  
Tél : + 33 (0)5 49 60 89 66  
e-mail : [id@id-ong.org](mailto:id@id-ong.org)

Directrice de publication : Marie Françoise Pluzanski  
Rédacteur en chef : Emmanuel Poilane  
Rédacteurs : Nicolas Cadot, Jeanne Demonque, Aloïs Nougaret, Emmanuel Poilane, Alexandra Besnard  
Graphiste : Alice Clergeaud | Imprimeur : Megatop



# L'EAU NOTRE DÉFI COMMUN



Depuis plus de trente ans maintenant, j'oeuvre pour la reconnaissance du droit à l'eau pour tous. Après avoir travaillé sur le terrain, et notamment en Afrique, pour financer des puits, des forages, des adductions d'eau, j'ai tenté de faire entendre cette ambition simple pour le droit à l'eau en France. C'est un combat de longue haleine, car si nous expliquons facilement à nos enfants que l'eau, c'est la vie, nous sommes incapables de nous organiser tous ensemble pour permettre à chacun de vivre dignement chez lui grâce à un accès à l'eau et à l'assainissement garanti.

Nous connaissons les difficultés d'accès à l'eau en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud, où ce sont plus de 2 milliards de femmes et d'hommes qui n'ont pas accès à ces services essentiels, et que nous devons aider urgemment. Mais nous oublions trop souvent que ces difficultés existent aussi à notre porte. En France, ce sont plus de 300 000 personnes qui n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement dans des conditions décentes. Nous devons traiter ce problème globalement pour imaginer que l'Humanité puisse demain être fière de permettre à chacun de pouvoir vivre dignement où qu'il soit, que son pays soit riche ou non, que l'eau soit en grande quantité ou non. Cela ne se fera qu'avec l'engagement de tous et c'est pour cela qu'Initiative Développement fait sa part et mène autant de projets que possible auprès des populations les plus précaires pour participer à cet objectif humaniste incontournable.

Autour de l'eau, un autre enjeu grandit jour après jour, c'est la question du changement climatique. Inondations, sécheresses, tempêtes, cyclones... l'eau est présente dans toutes les conséquences de ce changement de climat. Il est donc essentiel d'apporter des solutions concrètes pour que nos ressources en eau puissent être protégées dans le cadre de politiques d'adaptation, d'atténuation, voire de lutte contre ces changements. L'eau nous offre beaucoup de solutions et chacun peut s'en saisir. Chacun peut agir à côté de chez lui : planter des arbres, participer à des opérations d'entretien des abords de cours d'eau...

Au sein de notre organisation, l'eau et le climat sont abordés avec l'ambition d'aider les populations précaires les plus touchées à mettre en oeuvre des solutions par elles-mêmes pour se préparer à ces changements. En Haïti, au Tchad, aux Comores, cette question devient plus prégnante d'année en année du fait des catastrophes climatiques qui s'amplifient. Nous allons faire de ces projets eau à inventer une priorité absolue pour Initiative Développement.

L'eau est la vie. Pour que la vie ne disparaisse pas sur notre planète, nous devons trouver des solutions pour l'eau. Les témoignages que nous partageons tout au long de cette lettre vous apporteront des éclairages sur les enjeux et les solutions possibles. Agir pour l'eau, c'est agir pour la vie, nous avons cela à l'esprit à chaque seconde de chaque jour.

Emmanuel POILANE  
Directeur d'ID

## QUIZZ

1 | Combien d'écoles dans le monde n'ont pas accès à de l'eau propre ?

- a) 1 sur 20
- b) 1 sur 8
- c) 1 sur 3

2 | Combien de personnes dans le monde n'ont pas accès à des toilettes individuelles ou publiques, faute d'accès à un système d'assainissement ?

- a) 225 millions
- b) 950 millions
- c) 2.8 milliards

3 | Quelle proportion de la population mondiale a accès à un service d'enlèvement des déchets ménagers ?

- a) 15% de la population
- b) 25% de la population
- c) 50% de la population

Voir les réponses en page 4

# AGIR POUR L'EAU GRÂCE À UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ

L'accès à l'eau est encore trop inégal dans le monde. Il est pourtant la condition sine qua non du développement pour et par tous.

**1 euro investi dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement en rapporte 4, notamment en diminuant les frais de santé.**

Permettre l'accès à de l'eau potable, c'est améliorer directement les vies de plusieurs milliers de personnes, en particulier les plus fragiles : les femmes et les enfants. L'eau consommée dans les pays du Sud provient majoritairement de sources éloignées des habitations et bien souvent impropre à la consommation. Aller chercher l'eau est une tâche traditionnellement dévolue aux femmes et aux enfants, ce qui impacte directement la scolarisation des enfants, particulièrement des filles, puisque la corvée d'eau au bénéfice du foyer est prioritaire. Pour les femmes, cela entrave leurs capacités à assurer de petites activités dans l'économie informelle : commerce, restauration... et empêche donc des rentrées d'argent pour le foyer. Les femmes de tous âges paient donc un double tribut à ce manque d'accès à l'eau.

Permettre l'accès à l'eau potable dans une proximité raisonnable des habitations et de manière continue, c'est économiser le temps et l'énergie de l'approvisionnement, et donc permettre à l'ensemble de la communauté, sans distinction de sexe, d'améliorer ses conditions de vie !



# L'EAU SUR NOS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT, COMMENT ÇA MARCHE ?

« L'équipe municipale de Ouani n'est pas spécialiste en matière de gestion du service public de l'eau. L'appui d'ID est un passage forcé, sinon ce serait du bricolage. Nous avons des problèmes d'accès à l'eau que nous ne pouvons résoudre seuls. Il nous faut des partenaires compétents qui nous aident à installer et à organiser un service qui fonctionne. » Maire de Ouani

Dans l'archipel des Comores, l'accès à l'eau potable et en continu est un véritable challenge ! Il existe bien un réseau vétuste de distribution d'eau, non potable, intermittent, et qui ne dessert qu'une partie de la ville de 23 000 habitants, mais gratuit.

**L'amélioration du service nécessite un changement en profondeur des habitudes et des représentations sur l'eau, à la fois :**

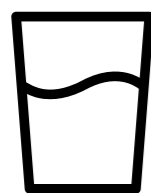
- **TECHNIQUE** : construction, entretien et renouvellement des équipements, assuré par un comité de gestion de l'eau composé de citoyens élus/volontaires
- **POLITIQUE** : définition du modèle de gestion de l'eau et des modalités de paiement social de l'eau réaliste, rationnel et approuvé par les citoyens
- **SOCIAL** : appropriation par les habitants d'une nouvelle manière de consommer de l'eau, de garantir sa qualité en adoptant de nouvelles manières de faire : défécation dans des toilettes pour éviter les contaminations, lavage des mains pour lutter contre les maladies hydriques.



Le rôle d'ID ne consiste alors pas, dans cette démarche, à seulement poser des robinets et quitter le territoire, mais bel et bien à accompagner ces changements de comportements. Grâce aux sensibilisations effectuées par nos équipes auprès de groupes divers : enfants, femmes, leaders communautaires, nous contribuons au changement de pratiques et de mentalités. Le travail effectué auprès des élus afin qu'ils aient plus de capacités à gérer les affaires publiques de leur commune, sert à améliorer, voire à créer, le service public dont ils ont la responsabilité. Et comme un système d'adduction en eau potable est un système technique complexe, ID forme et renforce les équipes techniques en charge de la gestion de ces infrastructures. Notre mission concernant l'accès à l'eau englobe ces différents aspects, nous cherchons à appuyer un service public de l'eau, pérenne et de qualité. Notre ambition : que chacun se sente investi et responsable de ce précieux service !

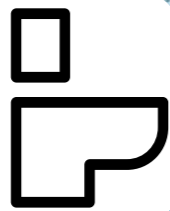
## L'ACCÈS À L'EAU : PAS SEULEMENT UNE AFFAIRE DE TUYAUX !

L'accès à l'eau potable n'est pas seulement affaire d'équipements physiques, il n'est possible que partagé par tous, couplé à l'accès à des toilettes et à un système de traitement des déchets.



### CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES

Créer un accès à de l'eau potable nécessite de mettre en place un système général de gestion de l'eau. Installer un réseau complet de distribution d'eau permet de créer des points de collecte à des endroits stratégiques et ainsi d'offrir aux foyers un accès à l'eau en continu.



### CHANGEMENT DE COMPORTEMENT

Les toilettes sont peu répandues dans les pays où ID intervient. Manque de moyens, manque de connaissance des méfaits de faire ses besoins en plein air... Ainsi, au Tchad, ID propose plusieurs modèles de latrines familiales à des tarifs adaptés aux revenus des familles. Ces équipements sont construits sur place par des artisans locaux. Le développement de l'hygiène favorise aussi l'activité économique.



### GESTION DES DÉCHETS ET DE L'ASSAINISSEMENT

Pour préserver la qualité des eaux souterraines et le cadre de vie, il est essentiel d'enrayer le dépôt d'ordures ou des produits de vidanges en pleine nature. Ces dépôts sauvages peuvent contaminer l'eau qui est puisée dans les puits ou forages. Une filière d'évacuation et de traitement adaptée est alors nécessaire.

## 3 TÉMOIGNAGES, 3 RÉALITÉS DE L'ACCÈS À L'EAU

*L'eau douce, un luxe !*

**Aloïs NOUGARET**, Responsable de Projet Energies Renouvelables pour ID au Sénégal

« L'eau douce est la base de la vie terrestre du globe et il y en a très peu, moins de 3% de l'eau sur Terre. Mes années à Fatick m'ont définitivement convaincu de cette rareté et du luxe que cela représente d'avoir accès à une eau de qualité. Dans ma maison à Fatick, l'eau du robinet, en plus d'être ultra-fluorée (concentration naturelle tellement forte qu'elle attaque l'émail des dents, les habitants de la région de Fatick sont reconnaissables à leurs dents colorées en rouge/marron) et chlorée (ajouté pendant le traitement pour désinfecter), est salée. Difficile de vivre dans ces conditions, il faut trouver des solutions alternatives au robinet. Deux solutions pour boire une eau moins salée : acheter des sachets de glace à 500FCFA, soit 0,76€ pour un sachet de 50 millilitres. Pour ceux qui ont un peu plus de moyen, acheter de l'eau à l'unité de désalinisation à 0,15€ les 10 litres (l'équivalent de 2 chasses d'eau). Je fais en moyenne deux corvées d'eau par semaine. L'accès à l'eau potable est vraiment un luxe pour la plupart des sénégalais qui vivent à Fatick ! »

**Jacquelin LOUIS**, membre historique de l'Association de Construction des Citernes Familiales en Haïti

« Je fais partie de l'ACCF depuis sa création. Ici, sur l'île de la Tortue, nous avons un vrai problème d'accès à l'eau : l'eau des rares sources disponibles (captées ou non) se fait de plus en plus rare, à cause, entre autres, de la diminution de la couverture forestière et du changement climatique. Ces dernières années, les pluies sont de plus en plus rares et irrégulières. Nous, les tortugais, avons identifié la question de l'eau potable comme une priorité pour la commune. Nous avons donc décidé d'exploiter l'eau de pluie en construisant des cuves de récupération. Collectivement, nous avons mis au point, avec l'aide de techniciens, des cuves de récupération d'une capacité de 6.5 m³. Avec cette quantité, on peut faire vivre une famille de 6 personnes durant 2 mois en saison sèche. Pourtant nous avons vu que cette solution, 1000 citernes pour 45 000 habitants, n'était pas suffisante. Nous avons profité du programme de développement local mené par ID en 2013, pour améliorer l'accès des foyers les plus éloignés. Nous avons développé 3 citernes différentes, allant de 6 à 11 m³. Elles sont construites localement, et font donc vivre les habitants ! En proposant 3 modèles à tarifs différents, chaque famille peut, selon ses moyens, équiper son foyer. »

**Philémon NODJITOLOUM**, président de l'association NODJIMADJI au Tchad

« L'association NODJIMADJI (l'intérêt ou le bienfait de la fraternité en Ngambaye, la langue locale) est une association tchadienne qui intervient aux côtés d'ID depuis des années. Je travaille régulièrement avec ID sur le volet sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène-assainissement. J'organise des activités dans les établissements scolaires avec les élèves, au sein des groupements de femmes et de jeunes, et dans les quartiers (églises, mosquées et lieux publics). Ensemble avec ces différents groupes, nous échangeons sur des thématiques telles que les dangers de la défécation à l'air libre, l'utilisation et l'entretien des latrines, le lavage des mains avec de l'eau et du savon, l'hygiène de l'eau de boisson. Notre travail a des impacts réels que l'on ressent de plus en plus : construction croissante de latrines dans les ménages, propreté autour des points d'eau dans les quartiers, lavage des mains avec du savon. Notre présence sur le terrain a même suscité l'implication des acteurs institutionnels (arrondissements) et locaux (chefs de quartiers et carés), qui a abouti à des actions citoyennes telles que le nettoyage des sites de défécation à l'air libre. »